



Organisation des Nations Unies

COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITE DES NATIONS UNIES EN RDC A LA DATE DU 6 SEPTEMBRE 2023

MONUSCO

La Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation de la République démocratique du Congo (MONUSCO) réitère ses condoléances aux autorités et à la population de la RDC, aux familles des personnes décédées à Goma, le mercredi 30 août 2023 dans des circonstances qu'une enquête permettra d'élucider.

La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC et Cheffe de la MONUSCO déplore la mort de ces civils et d'un membre des forces de défense et de sécurité. Mme Bintou Keita souhaite aussi un prompt rétablissement aux blessés.

La MONUSCO salue par ailleurs les actions déjà entreprises par le gouvernement notamment le déploiement d'une commission interministérielle de haut niveau, l'ouverture de procès contre certains officiers des FARDC. Il est important que ceux qui sont responsables de ces violations du droit à la vie répondent de leurs actes, quel que soit leur rang. Elle invite les autorités congolaises à prendre les mesures requises pour éviter qu'un tel drame ne se reproduise.

La MONUSCO a renforcé son mécanisme de monitoring et d'appui pour soutenir les activités de réponse et de prévention. Nous continuons de suivre et de travailler avec les forces de défense et de sécurité, les autorités nationales et provinciales ainsi que la justice congolaise et la société civile. La Mission continue également de travailler à apporter son soutien aux autorités et aux personnes affectées pour faire face à la situation.

En ce qui concerne le départ de la MONUSCO, des discussions sur le processus de transition devant aboutir au retrait de la Mission de la République démocratique du Congo sont en cours depuis 2021. Conformément à la volonté d'amorcer le départ de la Mission après les élections de décembre 2023 exprimée en août 2022 par le président congolais son Excellence Felix Tshisekedi Tshilombo, plusieurs consultations ont eu lieu avec le Gouvernement.

Les 17 et 26 août dernier, Mme Bintou Keita a eu des audiences avec le Vice Premier ministre, Ministres des Affaires étrangères et Francophonie et avec le Président de la République, S.E.M. Felix Antoine Tshisekedi Tshilombo, respectivement. Les échanges ont porté sur le départ de la Mission. Les modalités de ce retrait vont être définies d'un commun accord entre le pays hôte, la RDC, et le Conseil de sécurité.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Ndeye Khady Lo, Porte-parole adjointe, ndeve.lo@un.org, portable : +243 997 068 227

Lieutenant-Colonel Andrew Silvano Mtali, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

Ainsi la MONUSCO est engagée dans une dynamique de retrait accéléré de la RDC après près de 24 ans de présence, conformément au plan conjoint révisé de transition. Ce retrait de la mission de maintien de la paix ne signifie pas pour autant un départ du système des Nations Unies du pays. Les Agences fonds et programmes du Système des Nations Unies continueront de soutenir le pays dans les domaines du développement et de l'humanitaire.

C'est pour préparer cette phase que lors de sa tournée du 11 au 29 juillet au Nord-Kivu, au Sud-Kivu et dans l'Ituri, la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC et Cheffe de la MONUSCO a eu plusieurs réunions avec des acteurs clés dans ces provinces.

Leurs préoccupations ont été exprimées et elles seront prises en comptes dans l'identification des priorités de la transition vers un retrait graduel, responsable et durable de la MONUSCO de la RDC. En collaboration avec l'UNESCO, la composante police de la MONUSCO (UNPOL) a participé à trois sessions de travail pour l'élaboration du protocole d'entente de la Police Nationale Congolaise et l'Union Nationale de la presse. Lors de la première séance, le chef de la composante a engagé l'Inspection Générale de la PNC à se joindre à l'atelier. Ces séances ont permis de promouvoir les bonnes pratiques entre la police et les médias et de contribuer à améliorer la sécurité des journalistes en RDC. Il pourra servir d'outil pédagogique pour les écoles de police, ainsi que pour les facultés de journalisme ou de communication.

Durant la même période à Goma, la MONUSCO a remis 3 voitures et des équipements informatiques dont 15 ordinateurs portables et 10 imprimantes au Programme de Désarmement de Démobilisation, du Relèvement Communautaire et Stabilisation (PDDRC-S). En effet, la mobilité et l'accès sont des obstacles majeurs **pour** la lutte contre le financement des groupes armés au Nord Kivu.

A Bunia, l'unité anti-incendie de l'aviation de la MONUSCO assure la formation théorique et pratique d'une vingtaine de policiers de l'Unité de la police de protection civile de Bunia dot quatre sont des femmes. Cette formation essentielle se déroule à l'aéroport de Bunia, dans le cadre du mandat de protection des civils de la MONUSCO en vue du renforcement des capacités locales. A la fin de cette formation, les bénéficiaires seront en mesure d'éteindre les incendies structurels dans la ville de Bunia et ses environs. Ce qui réduira la charge de travail des pompiers de la MONUSCO et leur permettra de se concentrer sur l'assistance à l'aviation.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Ndeye Khady Lo, Porte-parole adjointe, ndeve.lo@un.org, portable : +243 997 068 227

Lieutenant-Colonel Andrew Silvano Mtali, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

SITUATION MILITAIRE

(Par le Général Benoit Olivier Chavanat, Commandant adjoint de la Force de la MONUSCO)

Dans le cadre de son mandat, la force de la MONUSCO se concentre sur tout groupe armé qui menace et nuit à la population civile, quelle que soit la motivation ou l'idéologie du groupe.

La MONUSCO est là pour protéger les civils avant tout. Au cours du mois dernier, nous avons reçu plusieurs alertes de sources communautaires et nous y avons répondu en temps voulu pour décourager les activités des groupes armés. En outre, les patrouilles de jour et de nuit ont été intensifiées pour décourager les activités des groupes armés. Je vais vous faire le point des opérations couronnées de succès par province.

En Ituri, La MONUSCO a déjoué début août une attaque des miliciens CODECO contre un hôpital situé près d'un site de personnes déplacées à Drodro. Plusieurs personnes déplacées du site de Drodro ont fui et trouvé refuge à l'intérieur de la base de la MONUSCO à Drodro. Les troupes, alertées de l'attaque, se sont immédiatement déployées sur place et ont mis en déroute les assaillants, sécurisant ainsi l'hôpital et tous les patients.

Le lendemain, la MONUSCO et les FARDC ont repoussé une autre attaque des CODECO à Langu, forçant les éléments de la milice à se retirer. Malheureusement, au cours de cette attaque, 3 personnes ont été tuées et 3 autres blessées.

Le 12 août 2023, la Force a repoussé une autre attaque des CODECO qui avaient tendu une embuscade aux civils sur le pont de Tchuru, toujours en Ituri.

A Djugu, l'alerte précoce donne des résultats probants. Informés d'une incursion de la milice CODECO dans le camp de déplacés de Tche le 16 août 23, les casques bleus ont envahi les lieux et permis de protéger les civils. Il n'y a pas eu de victimes, mais 2 civils ont été blessés. Ils ont été immédiatement évacués vers l'hôpital de Drodro. Entre-temps, les patrouilles ont été intensifiées pour rassurer la population inquiète.

Le 18 août 2023, le QG de la FIB a reçu des informations faisant état d'une attaque présumée d'éléments de l'ADF contre le village proche de la POB d'Eringeti, des coups de feu ayant été entendus à proximité du point de contrôle de LUNA. Une patrouille robuste d'intervention a permis de dissuader les ADF et de les empêcher d'agir librement. La patrouille a repoussé les présumés ADF qui ont renoncé à leur incursion.

Le 19 août 2023, une autre attaque rebelle est déjouée par la MONUSCO et les FARDC, cette fois à Luna dans le Nord-Kivu., le duo MONUSCO/FARDC a repoussé les ADF qui attaquaient les civils. Les miliciens ont été forcés à se trouver refuge dans la forêt. Cette intervention a permis de sauver des vies.

Dans le Nord-Kivu, le 5 août 2023, de violents affrontements ont eu lieu entre les groupes d'autodéfense et le M23 à Tongo. Les patrouilles de la MONUSCO à Rwindi et Kitshanga ont été envoyées dans la zone générale au nord et au sud de Tongo pour répondre aux préoccupations et mettre en œuvre le mandat de Protection des Civils et dissuader les groupes armés par la présence des forces de la MONUSCO.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Ndeye Khady Lo, Porte-parole adjointe, ndeve.lo@un.org, portable : +243 997 068 227

Lieutenant-Colonel Andrew Silvano Mtali, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

**Message de Mme Audrey Azoulay,
Directrice générale de l'UNESCO,
à l'occasion de la Journée internationale de l'alphabétisation**

8 septembre 2023

« Une fois que l'on a appris à lire, on est libre pour toujours » a écrit le militant abolitionniste états-unien – et lui-même ancien esclave – Frederick Douglass.

L'alphabétisation est en effet bien plus que le simple apprentissage des lettres et des mots. Elle transforme les gouttes d'encre sur le papier en fenêtres sur le monde ; elle est la clef qui ouvre la porte du savoir, de l'émancipation, de l'imagination.

Mais au-delà de ses bienfaits sur le plan individuel, c'est la société tout entière qui bénéficie des progrès de l'alphabétisation. Car elle est un passeport pour la communication avec autrui, et renforce ainsi la compréhension dans et entre les peuples ; car elle permet aussi à chacun de s'insérer dans la société et renforce la participation à la vie civique.

En l'espace de 40 ans, des progrès significatifs ont été réalisés : 3,6 milliards d'individus ont appris à lire et à écrire, soit une progression du taux d'alphabétisation mondial de 68 % en 1979 à 86 % en 2020.

Cependant, la situation actuelle est encore criante d'injustices et d'inégalités. À mi-chemin de l'Agenda 2030, 244 millions d'enfants en âge d'être scolarisés ne vont toujours pas à l'école, dont 98 millions en Afrique subsaharienne. Dans le même temps, 773 millions d'adultes ne savent toujours pas lire ou écrire – dont deux tiers de femmes.

Au-delà même de l'analphabétisme, les lacunes d'apprentissage conduisent encore trop souvent à une alphabétisation incomplète : six enfants sur dix qui vont à l'école, à l'âge de 10 ans, ne savent pas lire et comprendre un texte simple.

C'est pourquoi, hier comme aujourd'hui, l'UNESCO soutient, partout dans le monde, les efforts d'alphabétisation des pays. Et nous accordons une attention particulière aux situations de crise, où le droit fondamental d'apprendre à lire et à écrire est menacé.

C'est le cas en Afghanistan, où l'UNESCO a mené une grande campagne d'alphabétisation ayant bénéficié à 1,2 million de jeunes Afghans et Afghanes depuis 2008.

Mais depuis deux ans, alors que les autorités *de facto* privent les Afghanes de plus de 12 ans de leur droit fondamental à l'éducation – interdiction qui s'étend à l'enseignement supérieur depuis décembre 2022 – ces progrès sont en grave danger. C'est pourquoi, en cette Journée symbolique, l'UNESCO appelle de nouveau à rétablir, sans délai, pour toutes, le droit à l'éducation.

Si l'alphabétisation est une conquête de l'humanité, il s'agit d'une conquête fragile : des retours en arrière sont toujours possibles. Que cette Journée internationale soit l'occasion de le rappeler – et d'honorer tous ceux qui se dévouent pour que l'alphabétisation universelle ne soit plus un objectif, mais une réalité.



**Conférence de presse du Dr Isaias Barreto Da Rosa, Chef de
Bureau et Représentant de l'UNESCO en République
Démocratique du Congo**

Kinshasa, le 06 septembre 2023

Bonjour Mesdames et Messieurs de la Presse

Je suis tout particulièrement heureux de pouvoir participer, en ma qualité de Représentant de l'UNESCO en République Démocratique du Congo, à la conférence One UN et je voudrais de prime abord adresser ma gratitude à l'équipe de l'Information publique de la MONUSCO qui m'a offert l'opportunité de vous rencontrer aujourd'hui Mesdames et Messieurs de la Presse.

Deux événements majeurs marquent le monde en cette semaine : Il s'agit de la célébration le 8 septembre 2023 de la Journée Internationale de l'alphabétisation, et celle de la Journée internationale pour la protection de l'éducation contre les attaques le 09 septembre 2023. Ces deux célébrations concernent l'UNESCO à tout point de vue, et nous avons donc convenu d'en faire un sujet d'actualité pour cette conférence de presse.

Commençons par La Journée internationale de l'alphabétisation.

Depuis 1967, la Journée internationale de l'alphabétisation est célébrée chaque année à travers le monde pour rappeler au public l'importance de l'alphabétisation en tant que facteur de dignité et de

droits humains et pour faire progresser l'agenda de l'alphabétisation pour une société plus instruite et durable.

Cette année, la célébration de la journée internationale de l'alphabétisation est placée sous le thème : **Promouvoir l'alphabétisation pour un monde en transition : bâtir les fondations de sociétés durables et pacifiques ;**

Dans les pays à revenu faible et intermédiaire, la part d'enfants de 10 ans qui ne savaient pas lire et comprendre un texte simple est passée de 57 % en 2019 à près de 70 % en 2022.

En République Démocratique du Congo, le système éducatif formel affronte un grand défi, celui de fournir à l'ensemble des enfants du pays une éducation de base complète, avec la mise en place de la politique de gratuité. La conséquence directe de la mesure de gratuité, comme vous pouvez vous en rendre compte Mesdames et Messieurs de la presse, est d'atteindre la scolarisation de tous les enfants au niveau du primaire. Ce qui constitue une réponse rapide pour adresser la question de l'analphabétisme à cette tranche d'âge.

En tant que partenaire du secteur de l'éducation parmi tant d'autres, l'UNESCO poursuivra son accompagnement et son soutien à la RDC, l'enjeu majeur d'intégrer dans le système éducatif un nombre important, d'enfants âgés de 6 à 11 ans qui ne sont pas scolarisés **selon le dernier rapport plein feux RDC – 2022**, soit près de 3,5 millions

Une attention particulière devrait aussi être portée sur la population des 9 à 14 ans soit 15 millions de jeunes, dont près de 4,4 millions ont besoin d'être scolarisés.

Un autre défi consisterait à accroître davantage le taux d'alphabétisation moyen des adultes. Estimé à 66% en 2020, soit une progression de 1,3 point, cette croissance du taux d'alphabétisation des adultes connaît une persistance des disparités entre les hommes

et les femmes de près de 20 points de pourcentage autour de cette moyenne (75,4% pour les hommes contre 57,2% pour les femmes).

Il y'a lieu de souligner des avancées considérables au niveau du sous-secteur de l'AENF. Depuis 2020, on enregistre plus de 16 000 centres en activité, tous programmes confondus, contre environ 9 600 en 2014-15, avec des effectifs de plus de 1,3 millions d'apprenants en 2020, contre un peu plus de 500 000 en 2014-15.

Au rythme actuel, la population analphabète pourrait diminuer d'environ 16% à l'horizon 2030, pour représenter environ 14,3 millions de personnes, contre près de 17 millions aujourd'hui. Des efforts de la RDC qu'il faut absolument épingler et poursuivre.

Et c'est là que l'UNESCO entend accompagner la RDC notamment dans l'élaboration du troisième rapport **Rapport d'État du Système Éducatif National (RESEN)**, après ceux de 2004 et de 2014 dans l'objectif de fournir un diagnostic du secteur de l'éducation dans son ensemble, fondé sur des constats et des faits, afin d'aider les décideurs à orienter les politiques nationales.

Notre appui se décline également dans le **Développement des capacités dans la production de données statistiques** : grâce à l'UNESCO, le secteur de l'alphabétisation a bénéficié de la campagne statistique 2019 – 2020 qui est désormais intégré à la stratégie sectorielle de développement des statistiques éducatives.

Nous appuyons également le pays dans **la mise en œuvre du projet Recherche Action sur la Mesure des Acquis des Bénéficiaires des Programmes d'Alphabétisation (RAMAA)**. Ce projet devrait dans les prochaines années, aider à améliorer l'évaluation des acquis des apprenants et par conséquent de la qualité et de la pertinence des programmes mis en œuvre.

Voilà ce que je peux vous dire en ce qui concerne la journée internationale de l'alphabétisation.

La Journée internationale pour la protection de l'éducation contre les attaques est dans sa quatrième célébration après l'adoption à l'unanimité de la résolution 74/275 de l'Assemblée générale des Nations Unies. Cette résolution désigne l'UNESCO et l'UNICEF comme co-facilitateurs de la célébration annuelle de cette Journée qui vise à amplifier le plaidoyer et à mobiliser l'action en faveur de la protection de l'éducation et de la paix durable pour tous.

En tant qu'agence spécialisée facilitateur de la célébration annuelle de cette Journée, l'UNESCO réitère l'engagement envers le droit à l'éducation.

Entre 2020 et 2021, plus de 5 000 attaques contre l'éducation et cas d'utilisation militaire d'écoles et d'universités ont été signalés. Plus de 9 000 étudiants et enseignants ont été enlevés, arbitrairement arrêtés, blessés ou tués lors de ces événements.

Au cours de l'année 2022, rapporte une étude du cluster éducation en RDC, 825 écoles ont subi les conséquences des différents mouvements (incendie, utilisation comme abris par les belligérants, fermeture et destruction) à travers la RDC, privant plus de 324 965 enfants d'école, dont 47% sont des filles. Les cas rapportés relèvent d'un total de 71% pour les attaques des groupes armés, 27% pour les causes naturelles (vent et pluie).

Le nombre de cas rapportés révèle que le pays n'est pas épargné de ce phénomène. Les rapports des organisations humanitaires ont recensé environ 609 écoles détruites ou attaquées entre janvier et décembre 2022, des écoles occupées par des groupes armés ou utilisées comme abris par les personnes déplacées internes.

Bon nombre d'écoles qui ont servi d'abris sont abandonnées dans un état de délabrement avancé, ce qui les empêche d'assurer la scolarisation des enfants durant la saison scolaire 2022-2023.

L'UNESCO inscrit sa logique de plaidoyer sur la base de la Déclaration sur la sécurité dans les écoles.

L'UNESCO est d'avis qu'il faut créer une passerelle entre l'intervention humanitaire et le développement à long terme par l'éducation. Plus précisément, Elle coopère avec les ministères de l'éducation pour identifier les priorités et élaborer des plans et des programmes d'enseignement sensibles aux crises qui répondent aux besoins immédiats et renforcent la résilience des enfants et des jeunes, l'accent étant mis sur les plus vulnérables.

Je vais clôturer mon propos sur ce point et vous demander Mesdames et Messieurs de la presse de considérer l'ampleur de ces deux préoccupations qui sont au centre de notre conférence, à savoir l'alphabétisation et les attaques contre l'éducation.

Merci de votre attention.

Dr. ISAIAS BARRETO DA ROSA
Représentant de l'UNESCO en RDC